Investissement de long terme

UN ANTIDOTE À LA CRISE

Après l'immense travail de régulation pour restaurer stabilité et sécurité financière est venu le temps d'une démarche proactive qui passe par l'investissement de long terme (ILT). Il s'agit d'une priorité de la fin du mandat du commissaire Barnier car l'ILT est à la fois le moteur d'une nouvelle croissance et un enjeu majeur pour l'adhésion au projet européen dans un climat de grande incertitude.

Les autorités européennes ont aujourd'hui une carte historique à jouer pour encourager la croissance potentielle de l'Union, actuellement à l'arrêt et relancer l'Europe politique : construire un nouveau mode de croissance autour de finalités communes et de solidarités actives, mû par l'investissement de long terme et un plan d'action spécifique inscrit à l'agenda communautaire. Un investissement de long terme qui ne se limite pas à la seule sphère financière : il faut le comprendre dans une vision panoramique englobant toutes ses dimensions, économique, sociale et culturelle en tenant compte d'une multitude de facteurs.

Les autorités européennes ont une carte historique à jouer pour encourager la croissance potentielle de l'Union

Le Livre vert publié par la Commission en mars dernier sur le financement de long terme de l'économie européenne a offert l'opportunité d'ouvrir enfin le débat dans un contexte où les besoins sont considérables mais où l'investissement, qui ne repart pas, ne peut préparer la croissance de demain. La consultation publique a suscité plus de 300 contributions émanant de la société civile, signe de son intérêt car ce livre vert a aussi constitué un point de bascule entre un agenda de régulation réactif, juste dans son principe mais parfois punitif, vers des mesures de croissance.

Changements de modèles

Comment l'Europe peut-elle évaluer, choisir, hiérarchiser les projets ? La réponse passe par des investissements humains, sociaux, productifs dont la rentabilité ne se mesure pas uniquement à l'aune des évaluations financières. Il faut en apprécier les externalités positives et négatives, appliquer des taux d'actualisation qui revalorisent l'avenir, définir un système de prix... Et, parallèlement, il faut définir les moteurs de la croissance nouvelle, entre besoins affichés et projets effectifs. Ce qui pose la question d'un nouvel impératif industriel qui implique de profonds changements des modèles économiques.

Comment l'Europe peut-elle financer l'ILT et l'économie réelle ? À travers une réelle diversification du système de financement européen alors que nos États et nos collectivités territoriales souffrent de finances publiques dégradées et vont sans doute réduire leur rôle de financeur à long terme et parce que les mutations du secteur bancaire se traduisent par une réduction de leurs capacités de financement. L'exploration des sources de financement à long terme déborde le cadre financier. Il s'agit aussi d'articuler avec des normes comptables moins pénalisantes, les fonds structurels et les nouveaux instruments financiers du cadre financier pluriannuel, de structurer l'action et la coopération des grandes banques publiques européennes ainsi que celle des investisseurs institutionnels, de canaliser l'épargne et de la transformer à travers un véhicule spécifique tel qu'un fonds d'investissement à long terme (ELTIF). La communication qui va rendre compte de la consultation et proposer des sujets concrets, est très attendue dans cette période charnière qui précède le renouvellement des institutions. Elle sera un aiguillon pour faire entreprendre par la Commission une action au niveau européen.

M.-F. B.

DES ASSISES EUROPÉENNES DU LONG TERME

Confrontations Europe, qui, à travers son président fondateur Philippe Herzog, s'est trouvée impliquée et dans la rédaction du Livre vert et dans la réponse à la consultation publique, se mobilise autour de la préparation d'Assises européennes du long terme. C'est un cycle de trois ans dont la première manifestation interviendra en décembre 2014, une fois les institutions renouvelées. Ces Assises s'articulent sur notre conviction que le long terme est un défi anthropologique autant qu'économique et politique. Les sociétés européennes présentent en effet des aptitudes très différentes à se projeter vers l'avenir et à le bâtir. Comment habiter notre temps en Europe sans déni des réalités et avec confiance, autour de finalités communes, comment partager un nouveau « mode de vivre ensemble » en Europe pour construire un mode de croissance mû par l'investissement de long terme, comment prendre les risques du futur ? Ces questions désignent un enjeu démocratique : un nouveau partage des responsabilités entre acteurs de la société et institutions politiques. Tel est l'esprit général qui anime le programme de nos Assises.